

Commerce parallèle et troc à Luanda*

DIX ans après le départ des colonisateurs, la situation économique angolaise, que ce soit sur les plans financier, productif et commercial, n'est pas bonne. Parallèlement au secteur national, en proie à toute une série de blocages, s'est mis en place *de facto* depuis l'indépendance un secteur non contrôlé dans lequel les enjeux économiques, sociaux et politiques sont considérables.

Avant de donner un descriptif sommaire de ces deux questions, il convient de mettre en garde contre la tentation de proposer une étiologie unilatérale de la situation. En effet, les causes des impasses économiques, bien qu'imbriquées dans un système unique, sont multiples et aucune réduction simplificatrice n'en rendrait compte honnêtement. On peut distinguer les principaux éléments d'explication suivants :

- l'état dans lequel le colonisateur a laissé le pays en 1975 ;
- la situation de guerre ininterrompue depuis cette date ;
- la piraterie des sociétés étrangères et de certains pays à l'égard des ressources et du commerce de l'Angola, au-delà des règles du jeu impérialiste classique (par exemple la surfacturation des produits importés ou les escroqueries à l'immobilisation des cargos au port) ;
- les distorsions et les tensions inhérentes à l'étatisation des principales activités économiques dans un environnement international soumis aux lois du marché et du profit ;

* Ces réflexions font suite à une première mission de cinq semaines effectuée au printemps 1984 dans le cadre d'un programme conjoint ORSTOM (Département « Urbanisation », unité « Travail et travailleurs du Tiers monde ») et CNRS (Équipe « Afrique Australe »).

- les erreurs de gestion propres aux responsables ;
- les effets cumulatifs réciproques, communément appelés « cercles vicieux », apparaissant toujours à un certain degré d'aggravation (par exemple l'interaction mutuelle de la pénurie et de la faible productivité des entreprises).

Il n'est pas question ici d'offrir une hiérarchie de ces facteurs, et encore moins de porter un jugement sur les mérites respectifs de tel ou tel choix politique (1). Je me bornerai à proposer un tableau sommaire et volontairement clinique de la situation, et à montrer ensuite en quoi nombre de difficultés se cristallisent dans un domaine central de la vie luandaise : le marché parallèle.

Pétrole et pénuries

L'Angola est un pays riche en ressources, potentielles ou exploitées : pêche, sel, cultures exportables, pétrole, diamants et métaux précieux. Son marché intérieur est cependant caractérisé par une grande pénurie. Le PIB est constitué pour moitié environ des revenus du pétrole et la structure économique du pays est, selon les termes du rapport de la Banque centrale pour 1983, « fortement dépendante des importations de matières premières, d'équipements et pièces de rechange, et d'accessoires ». L'agriculture et l'industrie, dans l'ensemble, produisent largement en deçà du niveau connu il y a dix ans.

Quoique n'ayant effectué aucune observation en milieu rural, je dois évoquer brièvement la question des campagnes, ne serait-ce que pour relativiser un peu les réflexions portant sur la capitale, et aussi parce qu'il s'agit d'un élément déterminant de la reproduction de la ville de Luanda. L'insécurité règne sur une grande partie du territoire, du fait de la guerre avec la République sud-africaine et de la présence du mouvement UNITA qu'elle soutient. Il en résulte que la production agricole est désorganisée. Les récents accords signés à Lusaka entre la RP d'Angola et la RSA permettront peut-être à terme de rétablir la paix dans les provinces touchées par la guerre. Mais cette perspective n'est pas immédiate : elle dépend du respect des accords par les parties en présence, ainsi que du comportement politique et militaire de l'UNITA face à la menace d'isolement qui plane sur elle. Aucune prévision sérieuse ne me paraît possible à ce sujet, étant donné les enjeux

(1) Corruption, marché noir et gabegies en tous genres existent aussi, faut-il le rappeler, dans certains pays « libéraux » (cf.

par exemple P. Haski, « Lagos bloquée », in « Capitales de la couleur », *Autrement* (H.S.), 9, 1984, pp. 65-71).

internationaux. Toujours est-il que, dans le meilleur des cas, l'agriculture ne pourra reprendre que progressivement : nulle amélioration, autre que ponctuelle, de la production n'est à attendre sur le court terme, en particulier pour les cultures vivrières à vocation commerciale intérieure, dont la mise en œuvre implique le rétablissement de tissus sociaux déchirés par la guerre et l'exode.

En effet, la situation militaire (ajoutée à d'autres raisons plus communes à l'échelle de la planète) a contraint les villes à absorber un fort courant migratoire positif, au moment même où leur ravitaillement alimentaire se raréfiait. Il faut souligner que les autorités (à leur corps défendant ou volontairement, je l'ignore) n'ont jamais cherché à intervenir policièrement pour inverser ce flux. Cette tentation est actuellement courante dans des pays africains divers, et de plus en plus nombreux, où la politique des Bantoustans semble avoir fait école sous des appellations diverses (« lutte contre les encombrements humains », « plans-production », « incitations au retour » etc.), mais avec un but unique : renvoyer les gens vivre, et surtout mourir, dans leurs campagnes. Quelles qu'aient été les motivations de sa passivité face au surpeuplement de Luanda, on doit constater que le gouvernement angolais n'a pas cherché à l'empêcher par la force. Par effet d'osmose, l'attitude libérale des autorités a pour résultat que les niveaux de vie urbain et rural sont sans doute relativement plus proches que dans d'autres pays et qu'à Luanda, notamment dans ses immenses bidonvilles, les conditions d'existence atteignent un degré extrême de précarité (sans doute voisin de celui des campagnes).

La population est lasse de la guerre et sa mobilisation se réduit essentiellement à la chasse quotidienne qu'elle doit livrer pour obtenir des biens alimentaires (2). La pénurie entraîne en outre, par ses effets directs et indirects, un fort absentéisme professionnel et une productivité de travail très basse.

A Luanda, le ravitaillement de la population en biens de première nécessité n'est pas assuré par le secteur national, juridiquement dépositaire du monopole de la distribution. Le marché parallèle, très coûteux et dont les arrivages sont aléatoires en quantité et en variété, ne pallie qu'incomplètement la pénurie. La construction officielle de logements est arrêtée, à quelques exceptions près, et seule — nécessité fait loi — l'autoconstruction reste active. Il en va de même pour la réparation automobile et divers artisanats. La Santé publique et les principaux secteurs publics (transports, voirie, électricité, adduction d'eau etc.) connaissent d'insolubles problèmes de maintenance, de compétences et de fournitures. En par-

(2) Le 1^{er} mai, les chars de carnaval les plus applaudis étaient ceux qui réclamaient « plus de cornets de glace pour nos enfants » et « de la bière chaque jour de l'année ».

ticulier, le défaut de matières premières et de pièces de rechange implique des effets en cascade. Ainsi, par exemple, le parc d'autobus n'est pas entretenu ni renouvelé et devient de ce fait, de panne en panne, à peu près inexistant, ce qui aggrave l'absentéisme dans le monde du travail ; ainsi également les boulangeries et les brasseries cessent parfois leurs activités faute respectivement de sel et d'eau. De cette façon, non seulement certains biens élémentaires manquent en quantité et font l'objet d'un rationnement implacable (surtout dans les magasins « du peuple ») (3), mais certains autres manquent complètement pendant des périodes plus ou moins longues.

Ces problèmes sont rendus plus aigus (si même ils n'en sont pas une des causes) par les détournements sur le marché parallèle et par la corruption qui s'y associe dans certains secteurs stratégiques (transports aériens, zones portuaires, entreprises et armée notamment), ainsi que par les activités illégales menées par les *regressados* (les gens « de retour ») venus de la région du Zaïre, attirés par les espaces commerciaux inoccupés en Angola après l'indépendance. Dans le même ordre d'idées, il faut ajouter enfin la contrebande vers l'extérieur et le troc de biens alimentaires avec les commerçants congolais et zaïrois dans l'enclave angolaise de Cabinda.

L'inflation monétaire (4), quoique contenue artificiellement par le maintien d'une parité stable avec le dollar, est considérable par rapport à la contrepartie en marchandises (marché noir inclus) dont dispose le pays. Ce décalage entraîne un désintérêt croissant de la population luandaise par rapport à l'unité de compte, au profit d'une attirance accrue pour les biens consommables et donc pour le troc : la monnaie ne fonctionne plus comme monnaie qu'au prix d'une dévaluation effective permanente. Cette situation ne pourra certainement pas durer longtemps. Elle ne s'est perpétuée jusqu'à aujourd'hui que pour deux raisons. D'une part, l'évasion massive des revenus du pétrole vers les pays socialistes (5) joue un rôle régulateur en empêchant la comparaison des monnaies en équivalents-marchandises. D'autre part, il y a un cloisonnement unilatéral des deux circuits monétaires intérieurs, le bancaire et le parallèle : la monnaie est injectée par la Banque centrale dans

(3) Le modèle soviétique s'est en effet rapidement imposé : il y a des magasins séparés pour les cadres (les prix sont identiques, mais les rations sont plus grandes, plus variées et plus régulièrement disponibles).

(4) Je prends ici le mot « inflation » dans son acception restrictive : création excessive de monnaie. Les prix officiels,

quant à eux, sont stables. C'est là une différence fondamentale avec les pays inflationnistes soumis au contrôle du FMI.

(5) Le dollar américain sert à payer l'armement soviétique et la coopération cubaine : comme disait, à propos de Dieu et de Satan, le brave abbé Coignard à son disciple, « méfiez-vous, ils s'entendent ».

l'économie, pour y circuler par la suite sans jamais (ou presque) aucun retour au circuit bancaire. Une telle situation pourrait, le jour où l'équilibre instable ainsi décrit serait rompu (6), conduire à des mesures impopulaires (d'autant plus qu'il s'agirait de mesures isolées) : dévaluation, et donc renchérissement du coût de la vie, ou même, comme cela s'est fait récemment au Nigeria, remplacement de la monnaie avec destruction du numéraire en excédent épargné par les ménages.

Tel est, grossièrement énoncé, le tableau d'ensemble de difficultés économiques que personne, à Luanda, ne songe à nier. Le propos n'était pas ici de le faire dériver vers des considérations sommaires et sans appel : je souligne ce point une fois de plus car j'ai compris, auprès de mes interlocuteurs les plus avertis et les plus indépendants, combien la situation économique de l'Angola avait un caractère inextricable, du moins sur le court terme, et combien elle engageait autre chose que les seuls effets pervers des choix socialistes, certes peu convaincants par ailleurs.

Le secteur parallèle

Pour des raisons faciles à comprendre, le secteur parallèle (7) des pays à économie étatique a fait couler beaucoup moins d'encre que le secteur « informel » des pays à économie mercantile (8). C'est bien dommage car, pour reprendre la boutade d'une de mes collègues, « c'est là que tout se joue ». Ou plutôt, il s'agit d'un élément organique, nécessaire et inévitable des sociétés en question.

Voici trois remarques préalables sur ce phénomène à propos duquel la réflexion théorique ne saurait avancer qu'à pas prudents : — la question du secteur parallèle ne doit pas être envisagée isolément de celle du secteur officiel. Il s'agit en effet d'un tout indissociable dont les deux éléments s'alimentent (aux sens propre et figuré) mutuellement pour former un système unique. L'hostilité affichée de l'État socialiste envers les activités incontrôlées ne doit pas cacher ceci : premièrement, le secteur national est composé d'individus qui peuvent avoir des intérêts puissants dans ces activités ; deuxièmement, les autorités favorisent de mille façons ce

(6) Par exemple si une tendance favorable à une ouverture « américaine » l'emportait au sein du parti unique.

(7) J'admettrais bien volontiers que la validité théorique du mot « parallèle » soit jugée douteuse, en raison de l'extrême imbrication de ce secteur avec le système autorisé. Il faudrait dire en fait « secteur

officiellement non officiel », mais c'est un peu lourd...

(8) On lira avec intérêt, à propos des pays de l'Est, la deuxième partie de l'ouvrage collectif : E. Archambault, X. Greffe, *Les économies non officielles*, Paris, La Découverte, 1984, pp. 135-180.

qu'elles condamnent sur le plan des principes (on en reparlera plus loin). De cette remarque il vient que l'on doit rejeter l'opinion partisane (très utilisée dans la propagande idéologique) selon laquelle le marché noir serait à l'origine des difficultés d'un pays (sinon même le résultat d'un complot extérieur), alors même que son expansion est en partie un résultat de ces difficultés. L'inefficacité des mesures répressives que l'on peut prendre à son endroit suffit d'ailleurs à infirmer un jugement aussi rudimentaire ;

— le secteur parallèle est en lui-même un système multiple et total, dont le marché noir proprement dit n'est que l'élément le plus spectaculaire. Dans cet ensemble prennent place des activités non contrôlées aussi diverses que les détournements de moyens de production et de biens de consommation, la contrebande, l'auto-construction, la production domestique, les travaux complémentaires, le troc et la redistribution au sein de la clientèle ou de la parenté. C'est un système qui s'impose fortement dans tous les domaines de la reproduction physique et sociale de la cité face aux carences officielles, et qui vit largement de ces carences. En cela du moins, il est proche de ce que l'on appelle secteur « informel » dans les économies mercantilistes ;

— enfin, et cette remarque vaut aussi pour le seul marché noir, le secteur parallèle ne doit pas être réduit à une seule de ses deux faces complémentaires et opposées : c'est en même temps une économie populaire de survie pour le plus grand nombre et un moyen d'enrichissement pour une minorité, et son originalité réside dans la combinaison de ces deux aspects contradictoires. A ne voir que le premier élément, on s'expose à verser dans une apologie convictionnaliste et à n'accorder aucun intérêt à l'émergence de mécanismes de différenciation et de systèmes de pouvoir en milieu urbain ; à ne voir que le deuxième élément, on peut au contraire céder à la tentation répressive évoquée plus haut et s'interdire d'examiner les modalités concrètes d'existence d'une population confrontée au manque de toutes choses.

Il existe à Luanda deux marchés des biens (l'officiel et l'illégal), deux marchés de l'argent (*idem*) et deux systèmes de détermination des revenus (le nominal et le réel, ce dernier se subdivisant lui-même en réel légal et réel illégal). Cet ensemble d'éléments polarisés se tient, et seule la commodité de l'exposé nous autorisera à examiner séparément l'un ou l'autre.

Commençons par cinq souvenirs de voyage. Pour un chercheur habitué aux villes d'Afrique de l'Ouest où, en général, des acheteurs pauvres affrontent des marchés surabondants, un premier élément de surprise réside dans le fait qu'à l'inverse, à Luanda, l'argent ne manque pas, mais qu'il est difficile de trouver à le

dépenser. Une deuxième cause d'étonnement est que, précisément dans les lieux où cet argent pourrait être échangé contre des biens, c'est-à-dire dans les marchés illégaux, les prix, très élevés, ne sont susceptibles d'aucun marchandage : comme si ne s'appliquaient ni la loi de la valeur ni la loi de l'offre et de la demande, comme si c'était justement là où les marchandises ont le plus de prix que les commerçants attachent le moins d'importance à s'en dessaisir. Une troisième observation est celle-ci : la seule chose qui ne manque pas à Luanda, ce sont les billets de *totobola*, sorte de loterie fondée sur les résultats sportifs, où l'on peut parier et gagner des sommes folles. Une quatrième découverte est que, lorsqu'on peut les comparer (c'est-à-dire lorsqu'ils existent sur les deux marchés), les prix des mêmes biens dans le circuit officiel et dans le circuit parallèle sont dans une proportion à peu près constante et étroitement comparable à celle des taux de change légal et illégal des devises étrangères : autrement dit, en moyenne, les marchandises sont à peu près 35 fois plus chères au marché noir, et le dollar aussi (9). Enfin, une impression qui s'impose rapidement est que, plus qu'ailleurs, beaucoup de gens sont payés pour effectuer une activité productive très limitée, sinon nulle (10). Il n'y a dans cette remarque aucune intention péjorative, mais il s'agit probablement du problème le plus crucial, car la nation paye le travail sans s'enrichir par le travail (ni par un processus d'accumulation capitaliste, ni par un processus d'accumulation socialiste). Bien que cette réflexion soit parfois abusivement utilisée comme argument destiné à faire accepter des mesures dites « d'austérité », il est de bon sens de penser qu'un pays, *a fortiori* lorsque son commerce extérieur est déficitaire, ne peut longtemps distribuer plus qu'il ne produit sans que cela s'accompagne d'importants dérèglements monétaires et commerciaux.

L'argent

Chaque mois ainsi, l'État et ses entreprises mettent en circulation une quantité considérable de monnaie sous forme de salaires, quelle que soit la production réelle correspondante. J'ai signalé plus haut ce décalage entre la masse monétaire et sa contrepartie matérielle : il en résulte une surabondance de numéraire et une dépréciation du *cuanza*. Celle-ci n'a pas été entérinée par une

(9) Cette proportion fabuleuse (les pays de l'Est dépassent rarement 1 pour 4, et les pays sous-développés vont jusqu'à 1 pour 10) renferme un double mystère : celui de sa démesure et celui de son apparente stabilité depuis plusieurs années. La question revient à celle qu'on m'a posée lors d'un séminaire : pourquoi y a-t-il encore une monnaie en Angola ?

(10) Je ne parle pas de la pléthore des effectifs de la fonction publique, car la fonction publique n'est pas productive, et de plus il ne s'agit pas d'un phénomène spécifique à l'Angola.

modification du cours par rapport aux devises : officiellement donc, le *cuanza* est une monnaie aussi forte que le dollar. Il y a donc nécessairement apparition d'un marché noir des devises. Certes, les pays de la zone CFA connaissent également une parité fixe par rapport au franc français sans qu'il existe un double marché des changes, mais le volume de la masse monétaire y est peu ou prou contrôlé par d'incessants retours au circuit bancaire. De plus, cette masse est contenue, dans certains de ces pays, par des flux d'investissements vers d'autres régions du globe. Il en va de même pour les pays européens sous contrôle monétaire soviétique : sauf situation de crise et malgré les imperfections du système financier, la quantité de monnaie en circulation est, sinon complètement maîtrisée, du moins étroitement surveillée. A Luanda, le dollar échangé au marché parallèle à trente-cinq fois sa valeur nominale ne joue qu'imparfaitement le rôle de valeur-témoin, notamment parce que le caractère illicite des opérations de change leur fait perdre de leur efficacité, mais surtout par défaut d'une production nationale suffisante à garantir une parité raisonnable (alors que dans les pays ouest-africains, même pauvres, l'artisanat et la production agricole assurent d'importantes plus-values au capital bancaire international).

Quoi qu'il en soit de ces éléments d'explication, l'argent-*cuanza*, une fois mis en circulation, tourne totalement hors du circuit officiel, devenant ainsi potentiellement de l'argent pour le marché noir et de l'argent thésaurisé, de l'argent qui ne conserve péniblement une valeur qu'à la condition d'une accumulation effrénée de billets. Les rumeurs les plus invraisemblables se répandent sur les pièces d'habitation remplies de ces billets et qui, à l'occasion d'un incendie ou d'une inondation, déversent leur contenu sur la chaussée. Cette fantasmagorie a certainement sa part de vérité : le numéraire est surnuméraire et l'épargne ne vaut qu'au prix d'une surenchère dans l'épargne même. Ce phénomène est lourd de conséquences sociales : il est à l'origine de l'émergence d'une classe d'affairistes du marché noir qui, pour maintenir le niveau de ses richesses, est engagée dans une spirale sans fin, consistant à vendre pour acheter et à acheter pour vendre ; il entraîne également que, pour la majorité du peuple, le prix des marchandises n'a plus aucune commune mesure avec le prix de son travail : chacun, s'il veut subsister, doit troquer ou vendre. Il y a donc là enfin un facteur qui pousse au vol généralisé des biens d'entreprise et à une rareté accrue de ceux-ci sur le marché officiel.

Le salaire

Acquise au marché parallèle, une unité de nourriture, par exemple un œuf, peut coûter à un ouvrier une demi-journée de tra-

vail. A ce propos, un ami faisait cette réflexion : « Ce n'est pas l'œuf qui est cher, puisque converti en dollars au taux parallèle, il coûte grosso modo le même prix que partout dans le monde : c'est mon travail qui n'est pas payé ». Ce raisonnement peut nous servir de point de départ pour examiner la composition du salaire.

Le paiement des salaires est, on l'a dit, à l'origine d'un fonctionnement immodéré de la « planche à billets » et d'une intense circulation monétaire : il n'en reste pas moins que le salaire nominal est une fiction complète quant au pouvoir d'achat qu'il contient. Ce n'est pas au niveau des émoluments en espèces qu'interviennent la reproduction physique et les différenciations sociales, et cela nous conduit naturellement à envisager le salaire bien plus comme un statut que comme l'échange marchand d'un travail contre les biens nécessaires à sa reproduction.

De fait (c'est un indice non dénué d'intérêt), l'éventail des salaires est serré : un ouvrier gagne de 6 000 à 8 000 cuanzas, un fonctionnaire de rang élevé en gagne de 15 000 à 20 000. Ni l'un ni l'autre ne peut envisager de faire vivre sa famille avec son salaire. Peut-être en serait-il presque ainsi s'ils trouvaient, le premier dans les magasins du peuple et le deuxième dans les magasins pour responsables, les produits de base, car les prix y sont maintenus très bas. Du moins l'ordre de grandeur du pouvoir d'achat serait-il proche du taux de reproduction minimal. Mais le problème ne se pose pas, faute d'approvisionnements. Quant au marché parallèle, quelques misérables achats suffisent à y engloutir un mois entier de travail (l'œuf coûtait, on l'a vu, une demi-journée de travail à l'ouvrier ; la poule sur pied en coûtera six au cadre supérieur).

La question est simple : comment doit-on s'y prendre pour survivre ? À côté du salaire proprement dit, les travailleurs du secteur public bénéficient de divers avantages en nature. Les ouvriers reçoivent, pour une proportion de 50 à 100 % de leur rétribution, des gratifications en biens de l'entreprise. Les fonctionnaires ont des avantages semblables, leurs organismes bénéficiant de commandes prioritaires passées directement auprès des usines (11). Il en va de même pour l'armée, qui pèse d'un poids considérable dans les prélèvements directs. Sans parler pour l'instant des détournements illicites, une partie importante des productions s'engage ainsi sur le circuit des privilèges et ne prend jamais le chemin des boutiques. La fraction de ces pseudo-marchandises qui est destinée à être immédiatement consommée constitue un salaire d'appoint en

(11) Il y a en fait trois types d'accointances : entre services, entre entreprises, et entre services et entreprises. L'ensemble de ces « marchés soustraits » (E. Archambault,

X. Greffé, *op. cit.*, p. 136) forme un système complexe de troc parallèlement officiel, pourrait-on dire, où les pouvoirs de chacun tendent à se redéfinir sans cesse.

nature. Sur le plan économique, c'est exactement comme si elle était achetée, par les mêmes individus, à bas prix dans les magasins d'État. Mais socialement l'effet est très différent, puisqu'il introduit une opposition, fondamentale dans la société socialiste, entre les titulaires d'emploi et les autres, mettant d'emblée les premiers en position de contrôler seuls la circulation des biens.

Les marchés

Car, on l'aura deviné, une autre fraction de ces avantages en nature est vouée à entrer sur le marché parallèle. Dans cet immense espace commercial, le prix des produits qui y parviennent devient sans commune mesure avec leur équivalent officiel en argent : les marchandises se comparent soit directement entre elles par le troc, soit par l'intermédiaire d'une monnaie dévaluée. Ce double mode de fixation de la valeur fonde l'originalité du système : à deux lieux d'échange correspondent deux niveaux de prix incomparables.

Considérés dans leur ensemble, les marchés parallèles ne se réduisent pas à des unités localisables. Ils constituent une organisation sociale, plus ou moins formelle et visible, des échanges. De grands marchés ont été supprimés il y a quelque temps. Certains se sont recréés ailleurs (on y reviendra). Il y a aussi des marchés autorisés à Luanda, sortes de grandes halles où, surprise, les prix sont ceux du marché noir (12). L'un d'entre eux, le marché Sao Paulo, est entouré sur ses marges (du moins lorsque la police n'est pas passée) d'une multitude de vendeuses irrégulières. On peut être a priori frappé de constater que ces marchés sont très moyennement achalandés, aux deux sens du mot : il n'y a ni tant de clients ni tant de marchandises que le laisserait attendre l'abondance des besoins rapportée à la pénurie sur le circuit officiel. A la réflexion, c'est bien normal et les clients s'y rendent surtout pour des courses d'appoint, tellement les prix y sont inabordables. On y pratique la vente fractionnée des biens détournés, sur laquelle les commerçants font un profit qui est toujours environ dans la proportion de 35 pour 1 (pour autant que la comparaison avec le prix légal soit possible). On y trouve aussi de la pêche et des produits maraichers provenant de l'agriculture familiale, toujours à des prix faramineux.

D'autres formes de commerce plus ou moins visibles prennent place à Luanda. Il n'est pas rare, à l'entrée des *lojas* (boutiques),

(12) I. Grosfeld et A. Smolar (in Archambault, Greffe, *op. cit.*, p. 160) appellent cela le « noircissement du marché libre ». J'avoue mal comprendre la nuance temporelle : le marché libre ne peut être

que noir d'emblée s'il y a pénurie sur le marché officiel, car que ferait un commerçant avec une monnaie de singe qui serait, de surcroît, divisée par 35 ?

de voir revendre par petites quantités les produits proposés (ou supposés exister) à l'intérieur, toujours avec le même bénéfice. Sur la plage, les pêcheurs écoulent directement une partie de leurs prises, tandis que le reste est confié aux épouses pour être vendu au marché. Dans les maisons de la périphérie, ou sur le bord des routes, les habitantes exposent la production de leur basse-cour, de leur jardin ou encore de l'usine du mari. Les récentes expéditions policières ont rendu ce commerce plus discret. Elles ont sans doute eu pour effet — c'est une hypothèse — d'accentuer encore la désaffection croissante de la population laborieuse pour l'unité de compte. Nous arrivons en effet à cet élément essentiel de la reproduction urbaine : cette préférence marquée pour le troc, sans médiation monétaire, œufs contre sucre, coco contre pain, où chaque protagoniste s'efforce de changer le bien dont il dispose contre le bien introuvable que la possession d'argent ne suffit pas à obtenir. Il en va de même pour le secteur des services (réparations par exemple) où apparaît notamment un nouvel instrument de mesure, qui est en passe de devenir une vraie monnaie : la bouteille d'alcool. L'argent ne possédant raisonnablement plus de valeur d'échange, c'est d'ailleurs pour cela que le client qui persiste à payer en numéraire doit payer des prix immenses. Récemment, le *Jornal de Angola* dénonçait l'activité de certains enfants de la ville de Huambo, qui vendent une cigarette deux fois plus cher que le prix d'un paquet entier (et se demandait d'où diable pouvait sortir leur marchandise !). Mais gageons que n'importe qui (les jeunes revendeurs en sont la preuve) peut obtenir ces cigarettes contre fort peu de chose, à condition que ce quelque chose ne soit pas de l'argent.

Le glissement de l'échange monétaire au troc permet de recouvrir les équivalences en valeur entre les marchandises (force de travail y comprise) dans l'économie populaire. A l'appui de cette démonstration, voici un cas extrême dont la démesure même m'a porté à tenter d'y trouver des éléments de mesure. Un jour qui n'est pas fait comme les autres, plusieurs vendeuses du marché Sao Paulo proposent de petits oignons pour 1 000 cuanzas le tas de quatre (50 grammes ou moins). Il est vraisemblable que cette présence subite d'un produit sur le marché traduit l'existence de distributeurs intermédiaires, mais là n'est pas le propos. Aucun espoir n'est permis de baisser, par marchandage, le prix d'achat de cette denrée rare, mais ce n'est pas parce qu'elle est rare, c'est parce que la vendeuse n'attache qu'une importance très modérée à s'en défaire contre de l'argent. D'autre part, notre taux omniprésent de 35 à 1 est ici certainement fort augmenté par une rente de situation. Là n'est pas non plus l'essentiel. Le malheureux Marx se retournerait sans doute dans sa tombe, car non pas une, mais quatre équivalences peuvent s'écrire. Nos quatre oignons valent :

a) pour un étranger qui aurait changé son argent à la banque, 35 dollars (c'est beaucoup) ;

b) pour le même qui aurait changé son argent au marché noir, 1 dollar (c'est toujours cher, mais on se rapproche d'un ordre de grandeur intelligible : l'œuf évoqué plus haut, vendu 150 cuanzas, lui aurait coûté environ 1,20 F) ;

c) pour un ouvrier, rapportés à son salaire nominal, environ 5 jours de travail (c'est à nouveau beaucoup, et même plus) ;

d) pour le même ouvrier qui voudrait les échanger contre quelque produit acquis au magasin du peuple, la fraction d'un kilo de riz ou de lait en poudre représentant l'équivalent de 25 à 50 cuanzas, voilà qui fera largement l'affaire. Nous retrouvons ici la proportion habituelle ; notre vendeuse qui, pour rien au monde, n'aurait baissé son prix de 1 000 à 950 cuanzas, se dessaisira sans difficulté de ses oignons pour une contrepartie en nature trentecinq fois inférieure. Si l'occasion ne se produit pas pour une telle opération, elle préférera utiliser sa marchandise dans un quelconque échange de bons procédés dans sa famille ou dans son entourage. Il est certes ironique que ce soit précisément dans une économie qui entend contrôler intégralement son marché, que la valeur tende constamment à régresser de sa « forme monnaie » à sa « forme accidentelle », pour reprendre les termes de l'analyse marxiste.

L'État et ses agents

Du reste, l'attitude des autorités à l'égard du marché parallèle est fort complexe. Elles n'ont certainement pas les moyens d'empêcher les prestations hors marché entre individus : pourquoi le feraient-elles d'ailleurs, puisque de tels échanges assurent des péréquations impossibles dans la sphère officielle ? Mais il y a la question des approvisionnements, et c'est là que l'attitude de l'État révèle son ambiguïté : car ce qu'il combat d'un côté, il l'entretient de l'autre.

Dans les premiers mois de 1984, on a livré des assauts contre quelques-uns des grands marchés irréguliers de Luanda et de sa banlieue. On a mis beaucoup de personnes en prison et on a détruit les installations, profitant de l'habitude qu'avaient prise les commerçants de travailler au grand jour. L'effet de surprise a été total, sauf dans un des marchés où les gens étaient organisés pour se défendre, et qu'on a laissés tranquilles. A l'origine, il s'agissait d'une opération destinée à traquer les revendeurs de marchandises volées. Mais la police a appliqué les consignes de manière extensive, frappant sans distinction l'ensemble des commerçants et des clients. La répression s'est accompagnée d'une campagne xénophobe contre les commerçants d'origine zaïroise, travail idéologique

qui trouve aisément un écho dans la population luandaïse. Bien sûr, les marchés se sont recréés ailleurs, mais ils ont subi deux évolutions : du visible à l'invisible et du stable au précaire. Pour qui a déjà observé ailleurs les opérations contre le secteur « informel », c'est peu original : chaque coup porté par l'État contre ce secteur, périodiquement désigné comme ennemi, ne fait que rendre les choses plus difficiles pour tout le monde. Plusieurs personnes m'ont également signalé une flambée des prix, et j'ai pu constater moi-même que les commerçantes opéraient maintenant à même le sol, dans des conditions d'hygiène déplorable en saison des pluies.

En face de cela, même si l'on exclut la causalité profonde liée aux blocages de l'étatisme et à la corruption y afférente, il y a plusieurs manières, directes et concrètes, dont l'État aide le marché parallèle. Certaines ont déjà été énoncées ci-dessus, d'autres s'y ajoutent :

— les salaires en nature, dont la variété et le volume excèdent les besoins de chaque bénéficiaire. On m'a cité le cas d'une usine de matelas qui fournit à chacun de ses ouvriers un matelas par mois. Plus habituellement, le marché parallèle accueille les excédents de biens courants tels que : pâtes, huile, bières, cigarettes, piles etc. ;

— les cartes de ravitaillement dans les magasins d'État. La marchandise y est rare, mais les quotas de chacun, fondés sur la position sociale et non sur les besoins réels des familles, peuvent être excédentaires : c'est notamment le cas pour les travailleurs célibataires, mais c'est aussi le cas pour des ménages qui possèdent plusieurs cartes et se livrent à toutes sortes de compensations avec d'autres unités de consommation. C'est enfin le cas pour les clients des *lojas* de coopérants, qui n'utilisent pas leurs quotas parce qu'ils s'approvisionnent ailleurs ;

— les facilités accordées aux étrangers au magasin « diplomatique » (13), payables en devises. Un simple coup d'œil permet de voir que s'y rendent un grand nombre d'acheteurs angolais, car les cartes d'accès circulent de main en main. De plus, qu'ils soient américains, français, portugais ou autres, les étrangers ne répugnent pas toujours à pratiquer eux-mêmes divers trafics (l'étendue de cette rapacité est d'ailleurs très caractéristique de la décomposition de l'économie angolaise) ;

— les magasins spéciaux réservés au secteur pétrolier, où les prix sont peu élevés et par lesquels transitent beaucoup de produits

(13) Les visiteurs sont (censément) tenus d'ouvrir un compte en devises convertibles, lequel n'aurait pas de raison d'être si son pouvoir d'achat n'était pas — grosso modo — comparable à celui de leur propre monnaie. Ainsi, l'*Angodiplo* (équivalent de la *Beriojka* soviétique est un vérita-

ble marché noir à l'envers, où la monnaie n'intervient (sécurité oblige) que sous forme d'écritures. Sans vouloir faire de prophéties, on imagine aisément des formes de révolte populaire contre la pénurie qui se traduiraient par le pillage de ce type de magasin.

d'importation hors taxe : leur utilisation va bien au-delà des personnels étrangers et des travailleurs angolais du pétrole ;

— enfin, et ce n'est pas le moindre, les voyages à l'étranger, qui sont une véritable institution. Ils concernent les étudiants et les responsables, ainsi que les résidents possédant un passeport étranger. Les devises versées aux bénéficiaires sont pour partie recyclées dans l'économie et pour partie dépensées en achats à l'étranger : automobiles, électro-ménager, installations musicales, vêtements et boissons alcooliques principalement. La protection douanière est très relâchée, et ces biens peuvent être troqués ou revendus à prix d'or sur le territoire angolais, toujours grâce à la double valeur de référence d'un produit.

Dans cette liste des encouragements officiels au marché parallèle et au marché noir, j'ai délibérément laissé de côté la question des vols, de la contrebande et de la corruption, car il s'agit moins d'une politique des institutions que d'une pratique de leurs agents. Néanmoins, il s'agit d'un élément qui est considéré comme essentiel par les observateurs. Faute évidemment d'informations vérifiables, je le signale pour mémoire, et parce qu'il comporte des implications sociales : l'amorce d'une fusion entre la pseudo-bourgeoisie politico-syndicale et la classe affairiste qui tire ses revenus des activités parallèles ; on ne rentre pas comme on veut dans la zone portuaire de Luanda mais, comme partout dans le monde, la sévérité apparente de la surveillance y est sans doute le meilleur indice du degré de la corruption, une corruption dont le recrutement entend demeurer restreint.

Échanges sans fin et non-classe dominante

L'enquête projetée à Luanda envisageait d'étudier les mécanismes du contrôle social sur la distribution des richesses. Faute d'avoir effectué une collecte d'éléments empiriques sur cette question, je dois me contenter, en conclusion, d'énoncer quelques hypothèses qui pourront servir de base à un travail futur.

Que le marché parallèle se présente avant tout comme une réponse populaire spontanée aux carences officielles, qu'il joue un rôle régulateur dans la répartition des richesses, cela ressort des observations qui précèdent. Le marché parallèle opère une polarisation entre deux classes : ceux qui vendent ou troquent pour vivre, et ceux pour qui l'échange est une fin en soi. Les premiers vivent mal (et meurent beaucoup). On perçoit bien l'importance pour eux d'avoir une famille, afin de pouvoir s'insérer dans les circuits salariaux (et pour pouvoir envoyer les enfants faire la queue les jours de distribution), et l'on voit aussi que les migrants individuels chassés par la guerre représentent la classe la plus démunie. On imagine enfin aisément qu'un système social issu d'un partage ins-

tantané des rares biens existants ne tend pas à renforcer les réseaux socio-politiques de la cité : aucune stratégie d'épargne ni, *a fortiori*, d'investissement raisonné, n'est possible dans de telles conditions de précarité quotidienne. Quant aux affairistes, le motif qui fait courir cette deuxième catégorie n'est ni la capitalisation bancaire ni l'investissement productif : l'argent ne conserve quelque valeur que s'il est remis en circulation dans le but spéculatif de faire encore plus de « petits » dans le commerce, non dans la production. L'élément moteur des bonnes affaires, c'est l'échange pour l'échange. Cela crée, non plus au niveau de la classe mercantile nouvelle mais au niveau de chacun des individus qui la composent, une grande instabilité des fortunes en monnaie : la stratégie de chacun est, à un certain point d'accumulation d'argent, de convertir à tout prix (c'est le cas de le dire) ce dernier en biens matériels. En particulier, le trafic de devises et les spéculations sur les détournements qui y sont associées, en dehors de toute loi fixée (même tacite), se traduisent par des achats locaux de marchandises pour lesquelles un surpris doit être payé (il n'y a pas d'automobiles sur le marché, mais si l'on y met le prix en plus du prix officiel, il y en a), par des achats similaires à l'étranger et par des investissements immobiliers, toujours à l'étranger, avec ou sans espoir d'émigration future.

Il y a là une contradiction : cette classe, qui contrôle de fait la circulation des biens et le tourbillon monétaire, cette classe n'en est pas une : elle se définit avant tout comme une somme de stratégies individualistes, elle n'est porteuse d'aucune perspective collective d'accumulation. Cette contradiction est certes inhérente à tout système marchand, mais à l'inverse de l'État « libéral » qui est dépositaire des intérêts de la classe capitaliste contre les ambitions immodérées de ses membres, l'État socialiste dans sa variété angolaise ne peut, faute de projet productif et commercial cohérent, qu'entériner les tendances centrifuges de chacun de ses protégés.

Bien sûr, une partie des revenus issus du marché parallèle sert au bénéficiaire pour les redistribuer, attribuer ses largesses à un entourage plus grand et accroître ainsi du même coup sa sphère d'influence et le domaine dans lequel son commerce occulte pourra s'exercer (14). Ce phénomène socialement discriminant est semblable en théorie à celui que j'ai pu observer chez les forgerons sénégalais, parmi lesquels certains lignages en absorbent d'autres par désintégration, et à ceux qu'ont observés G. Salem chez les commerçants sénégalais face à leurs marabouts ou M. Agier (15) chez

(14) Cf. par exemple l'article d'Y. Mamou sur la Tanzanie (« *Libération* », 28 déc. 1984, p. 16) : « la corruption... est la manifestation concrète des liens familiaux ».

(15) Tous deux chercheurs à l'ORSTOM. Le titre du livre de M. Agier, *Commerce et sociabilité*, Paris, ORSTOM, 1983 (Mémoires de l'ORSTOM, 99), résume assez bien la différence avec le cas angolais.

les migrants haoussa du Togo face à leurs maîtres de maisonnée. Mais la comparaison s'arrête là, car, dans les cas cités ici, l'élément qui anime la classe dominatrice est le contrôle des richesses : il s'agit d'un processus immédiatement et essentiellement politique. A Luanda, l'inutilité des fortunes accumulées en billets fait qu'une partie en est retirée de la circulation. Tout cela conduit l'affairiste à s'isoler de son milieu en poursuivant une stratégie individuelle de reconversion. Il n'est qu'à voir en retour comment les trafiquants de diamants, récemment en procès, sont « lâchés » par leurs protégés et amis. Ainsi, si cette hypothèse se révèle exacte, les activités parallèles à des fins d'enrichissement agiraient dans le sens d'une dissolution des tissus sociaux urbains plus que dans celui de leur renforcement. Mais seule une enquête systématique pourra permettre de connaître les mécanismes de la redistribution sociale au sein de la classe pauvre, en particulier chez les non-salariés et les migrants de fraîche date : en l'absence de secteur « informel » visible, il serait intéressant d'identifier par quels canaux intervient la solidarité entre les groupes.

Paris, janvier 1985